

# La socialisation du secteur bancaire : ce que nous voulons

mardi 15 octobre 2019, par [CADTM](#) (Date de rédaction antérieure : 2 octobre 2019).

**Parce que les capitalistes ont démontré à quel point ils étaient capables de commettre des délits et de prendre des risques - dont ils refusent d'assumer les conséquences - dans le seul but d'augmenter leurs profits, parce que leurs activités entraînent périodiquement un coût extrêmement lourd pour la collectivité, parce que la société que nous voulons construire doit être guidée par la recherche du bien commun, de la justice sociale et de la reconstitution d'une relation équilibrée entre les humains et les autres composantes de la nature, il faut socialiser le secteur bancaire. Comme le propose Frédéric Lordon, il s'agit de réaliser « une déprivatisation intégrale du secteur bancaire ».**

## Soustraire les citoyens et les pouvoirs publics de l'emprise des marchés financiers

Socialiser le secteur bancaire signifie :

- l'expropriation sans indemnité (ou avec comme seule indemnité l'euro symbolique) des grands actionnaires (les petits actionnaires seront indemnisés) ;
- l'octroi au secteur public du monopole de l'activité bancaire à une exception près : l'existence d'un secteur bancaire coopératif de petite taille (soumis aux mêmes règles fondamentales que le secteur public) ;
- la définition - avec participation citoyenne - d'une charte sur les objectifs à atteindre et sur les missions à poursuivre, qui mette le service public de l'épargne, du crédit et de l'investissement au service des priorités définies selon un processus de planification démocratique ;
- la transparence des comptes qui doivent être présentés au public de manière compréhensible ;
- la création d'un service public de l'épargne, du crédit et de l'investissement, doublement structuré, avec d'une part un réseau de petites implantations proches des citoyens, et d'autre part, des organismes spécialisés en charge des activités de gestion de fonds et de financement d'investissements non assurés par les ministères en charge de la santé publique, de l'éducation nationale, de l'énergie, des transports publics, des retraites, de la transition écologique, etc. Les ministères devront être dotés du budget nécessaire aux financements des investissements relevant de leurs attributions. Les organismes spécialisés interviendraient quant à eux dans des domaines et des activités excédant les compétences et les sphères d'action de ces ministères afin d'assurer le bouclage d'ensemble.

Imaginons ce que cela signifie concrètement : les banques privées auront disparu, c'est-à-dire qu'après leur expropriation (avec indemnisation des petits actionnaires), leur personnel aura été réaffecté au service public bancaire et des assurances, avec garantie de l'ancienneté, des salaires (jusqu'à un maximum autorisé afin de limiter fortement les très hauts salaires, et en augmentant les bas salaires pour réduire l'éventail salarial) et avec une amélioration des conditions de travail (abandon du *benchmarking* [1] et des pratiques de vente forcée). Un système de recrutement pour les nouvelles embauches sera mis en place en respectant les normes de recrutement d'un service

public.

### **Des banques au service des citoyens**

Il sera mis fin à une situation qui voit une concentration d'agences bancaires concurrentes dans les grandes agglomérations et une pénurie ou une absence de succursales dans les petites villes, les villages et les quartiers populaires. Un réseau dense d'agences locales sera développé afin d'augmenter fortement l'accessibilité aux services bancaires et d'assurance, avec du personnel compétent pour répondre aux besoins des utilisateurs en relation avec les missions de service public. Personne ne sera exclu de l'accès au service public bancaire qui doit être gratuit.

Les agences locales du service public géreront les comptes courants et recevront l'épargne des utilisateurs qui sera entièrement garantie. L'épargne sera gérée sans prendre de risque. Cette épargne sera affectée, sous contrôle citoyen, au financement de projets locaux et d'investissements de plus large portée axés sur l'amélioration des conditions de vie, la lutte contre le changement climatique, la sortie du nucléaire, le développement des circuits courts, le financement de l'aménagement du territoire respectant des normes sociales et environnementales rigoureuses, etc. Les épargnants pourront choisir le ou les projets qu'ils souhaiteront voir financer par leur épargne.

Les agences locales octroieront des crédits non risqués aux individus, aux ménages, aux PME et structures privées locales, aux associations, aux collectivités locales et aux établissements publics. Elles pourront affecter une partie de leurs ressources à des projets de plus large échelle que ceux menés au niveau local, naturellement dans le cadre d'une politique concertée.

### **Des banques au service de la collectivité**

Le fait que les agences locales géreront des moyens financiers de taille raisonnable pour des usages locaux ou pour des projets plus larges qui seront présentés de manière précise (avec l'établissement d'un calendrier de programmation et d'outils de suivi permettant de contrôler clairement l'usage des fonds et la bonne mise en œuvre des projets) facilitera le contrôle des différents protagonistes.

Les projets locaux à financer seront définis de manière démocratique avec un maximum de participation citoyenne. Les agences locales auront également en charge les contrats d'assurance pour les personnes physiques et les personnes morales.

### **Soutenir la transition vers une économie sociale, soutenable et écologique**

Par ailleurs, les ministères en charge de la santé publique, de l'éducation nationale, de l'énergie, des transports publics, des retraites, de la transition écologique, etc ... disposeront de moyens de financement provenant du budget de l'État.

Des agences transversales spécialisées interviendront dans des domaines et des activités excédant les compétences et les sphères d'action d'un seul ministère. Elles auront pour vocation d'assurer des missions spécifiques ou transversales définies avec participation citoyenne, comme le programme de sortie totale du nucléaire, y compris le traitement sécurisé des déchets nucléaires sur le long terme.

Bien des aspects du projet restent à élaborer collectivement, nous sommes dans la phase préparatoire de la mise en place d'un système complètement nouveau. Cela demande un ambitieux travail collectif de mise en commun des idées et des propositions. Ce travail ne fait que commencer.

Le mot « socialisation » est utilisé de préférence à celui de « nationalisation » ou « étatisation » pour indiquer clairement à quel point est essentiel le contrôle citoyen, avec un partage de décision entre les dirigeants, les représentants des salariés, des clients, d'associations, les élus locaux, que vient

compléter le contrôle des représentants des instances bancaires publiques nationales et régionales. Il faut donc définir de manière démocratique l'exercice d'un contrôle citoyen actif. De même, il faut encourager l'exercice d'un contrôle des activités de la banque par les travailleurs du secteur bancaire et leur participation active à l'organisation du travail. Il faut que les directions des banques remettent annuellement un rapport public sur leur gestion transparent et compréhensible. Il faut privilégier un service de proximité et de qualité rompant avec les politiques d'externalisation menées actuellement. Il faut encourager le personnel des établissements financiers à assurer à la clientèle un authentique service de conseil et éradiquer les politiques commerciales agressives de vente forcée.

La socialisation du secteur bancaire et des assurances et son intégration aux services publics permettront :

- de soustraire les citoyens et les pouvoirs publics de l'emprise des marchés financiers ;
- de financer les projets des citoyens et des pouvoirs publics ;
- de dédier l'activité bancaire au bien commun, avec entre autres missions celle de faciliter la transition d'une économie capitaliste, productiviste et nuisible à une économie sociale, soutenable et écologique.

Parce que nous considérons que la monnaie, l'épargne, le crédit, la sécurité des encaisses monétaires et la préservation de l'intégrité des systèmes de paiement relèvent de l'intérêt général, nous préconisons la création d'un service public bancaire par la socialisation de la totalité des entreprises du secteur bancaire et de l'assurance.

« Contrôle citoyen à tous les niveaux : contrôle par les travailleurs, les usagers, les élus locaux, les représentants des petites, moyennes et micro-entreprises, les artisans et autres travailleurs indépendants, les délégués du secteur associatif et les autorités de surveillance bancaire »

Parce que les banques sont aujourd'hui un outil essentiel du système capitaliste et d'un mode de production qui saccage la planète, génère un partage inégal des ressources, provoque des guerres, accroît la paupérisation, rogne chaque jour davantage les droits sociaux et attaque les institutions et les pratiques démocratiques, il est essentiel d'en prendre le contrôle et d'en faire des outils au service de la collectivité.

La socialisation du secteur bancaire ne peut être envisagée comme un slogan ou une revendication qui se suffirait en elle-même et que les décideurs appliqueraient après en avoir saisi le bon sens. Elle doit être conçue comme un objectif politique à atteindre dans le cadre d'un processus porté par une dynamique citoyenne. Il faut non seulement que les mouvements sociaux organisés existants (dont les syndicats) en fassent une priorité de leur agenda et que les différents secteurs (collectivités locales, petites et moyennes entreprises, associations de consommateurs, etc.) se positionnent en ce sens, mais aussi - et surtout - que les employé.e.s de banque soient sensibilisé.e.s au rôle de leur métier et à l'intérêt qu'ils auraient à voir les banques socialisées ; que les usagers soient informés là où ils se trouvent (exemple : occupations d'agences bancaires partout le même jour) afin de participer directement à la définition de ce que doit être la banque.

### **La socialisation du secteur bancaire et le soutien populaire, conditions nécessaires à tout changement de modèle**

Seules des mobilisations de très grande ampleur peuvent garantir que la socialisation du secteur bancaire soit réalisée en pratique car cette mesure touche au cœur le système capitaliste.

Si un gouvernement de gauche s'abstient de prendre une telle mesure, son action ne pourra pas provoquer véritablement le changement radical nécessaire pour rompre avec la logique du système capitaliste et enclencher un nouveau processus d'émancipation. La soustraction du secteur bancaire aux capitaux privés par la socialisation est le préalable incontournable à la mise en œuvre d'un programme économique en rupture avec le capitalisme et sa logique.

La socialisation du secteur bancaire et des assurances est un point fondamental d'un projet bien plus vaste comportant d'autres mesures permettant d'enclencher une transition vers un modèle post-capitaliste et post-productiviste. Un tel programme devrait avoir une dimension européenne même si sa mise en œuvre ne venait à s'amorcer que dans un seul ou un petit nombre de pays. Il comprendrait notamment l'abandon des politiques d'austérité, l'annulation des dettes illégitimes, la mise en place d'une réforme fiscale d'ensemble avec une forte imposition du capital, la réduction généralisée du temps de travail avec embauches compensatoires et maintien du salaire, la socialisation du secteur de l'énergie, de l'eau et de la santé, des mesures pour assurer l'égalité hommes-femmes, le développement des services publics et de la protection sociale ainsi que la mise en place d'une politique déterminée de transition écologique.

Aujourd'hui, la socialisation de l'intégralité du système bancaire et des assurances est bien une urgente nécessité économique, sociale, politique et démocratique.

Cet article est extrait du magazine du CADTM, « Pour une socialisation des banques », voir : [Les Autres Voix de la Planète](#)

---

## **CADTM**

*[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.*

---

## **P.-S.**

CADTM

<http://www.cadtm.org/La-socialisation-du-secteur-bancaire-ce-que-nous-voulons>

---

## **Notes**

[1] Le *benchmarking* est un outil de surveillance des salariés dont les résultats, accessibles à tous en permanence, sont comparés en continu à travers un classement stigmatisant ceux considérés comme les moins performants. C'est une technique de management par le stress très répandue dans les grandes entreprises en vue de générer une émulation malsaine.